

LE JOUR, 1949
10 SEPTEMBRE 1949

PROBLEMES SYRIENS

La Syrie, dans un texte officiel, a saisi l'opinion de ses difficultés économiques ; et le Gouvernement syrien a indiqué les grandes lignes d'un programme pour en sortir.

Les affaires syriennes nous intéressent trop, tant sur le plan de la vie quotidienne que sur celui du bon voisinage et de l'amitié, pour qu'une déclaration de cette nature nous laisse impassibles. Et nous attachons trop de prix à l'indépendance syrienne pour ne point discerner dans les problèmes avec lesquels elle est confrontée une menace, au moins lointaine, pour elle.

L'économie engendre le politique comme on sait ; et la Syrie a besoin plus que jamais d'ordre et de tranquillité.

Ce n'est certes pas notre rôle de nous mêler de questions d'ordre intérieur en Syrie. Tout au plus pourrions-nous, comme il nous arrive quelquefois, faire discrètement une suggestion, donner fraternellement un conseil ; tout au plus pourrions-nous indiquer que le succès et le salut en Syrie dépendent de la fermeté et de la modération des pouvoirs publics : modération dans les idées et dans les plans, fermeté dans l'application de ces idées et de ces plans (qui doivent ménager les forces du peuple syrien, exclure le chauvinisme et les ambitions excessives).

Nous rappellerions alors avec assurance que les programmes sont faits pour les hommes et non point les hommes pour les programmes ; et qu'il faut toujours tenir compte des réalités d'un peuple, sur le plan humain, si l'on ne veut pas construire dans le monde des rêves et dans les nuages. Nous rappellerions aussi qu'en Syrie, à peu près autant que chez nous, les questions économiques, sont commandées par la géographie et la nature des choses. La Syrie ne peut pas ignorer la latitude à laquelle elle se trouve ni les frontières étendues qu'elle a ; pas plus d'ailleurs que la nécessité économique (et par conséquent politique) de mettre les idées et les plans d'accord avec les faits.

Mais il est aussi question du Liban dans le programme syrien, de nos relations économiques avec la Syrie et c'est tout à fait naturel. La situation entre la Syrie et nous est depuis quelque temps dominée, comme on sait, par le problème monétaire syrien.

La Syrie se demande pourquoi sa monnaie ne se met pas à la parité de la nôtre. Or, cela ne dépend que d'elle. C'est, en tenant compte des possibilités, une question de couverture, de garanties et de mode de gestion. Limiter statutairement l'usage d'une monnaie aux échanges locaux et affecter dans une mesure plus ou moins grande sa couverture à un autre usage, c'est nuire à la qualité de cette monnaie, qu'on le veuille ou non.

Envisager, même de très loin et sous des prétextes divers, la possibilité d'une dévaluation, dans un pays où tous les budgets sont en monnaie légale mais où en définitive tout le monde compte en or, c'est évidemment susciter l'inquiétude au lieu de mériter un acte de foi ; or, il s'agit de pays où, sur le plan monétaire, la méfiance systématique est reine.

Il faut d'autres paroles, d'autres actes ; il faut d'autres disciplines pour établir la confiance et pour en faire un moyen de stabilité sociale et de stabilité gouvernementale. Cela, les gens avertis le voient distinctement, au niveau de Damas comme au niveau d'Alep.

Pour nous, nous avons fait et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter à la Syrie toute l'aide qui dépend de nous. Mais pour avoir assis notre monnaie sur les fondements les plus solides, nous ne pouvons pas partager avec la monnaie syrienne les sécurités que nous donnons à la nôtre. Cela saute aux yeux. La Syrie reste maîtresse de faire, chez elle, comme nous faisons.

La Syrie trouvera toujours auprès de nous tout ce qu'on peut espérer de compréhension et d'amitié dans un tel débat mais la solution fondamentale du problème dépend d'elle seule ; et les expédients en cette matière ne peuvent pas durer toute la vie.

Il y a en Syrie des hommes clairvoyants et sages qui jugent objectivement des choses et qui, au moins au fond de leur pensée, nous rendent justice. Ces hommes sont en mesure de redresser la situation économique et de raffermir la monnaie s'ils ont les mains libres et si le peuple leur fait confiance. Aux heures graves, c'est la confiance du peuple qui compte par-dessus tout.

La Syrie est à un tournant décisif de son histoire. Elle peut compter sur nous dans la mesure extrême de nos facultés mais, dans le domaine monétaire comme dans les autres, son salut est finalement entre ses mains.